

Corruption : Pour Daniel Kabuto "le pouvoir doit enfin agir, bon gré mal gré"

@rib News, 23/03/2011
 L'article "Avant Manassé Nzobonimpa, il y avait Daniel Kabuto" Par Daniel Kabuto
 Monsieur le Directeur des Publications, j'aimerais réagir à l'article de Thierry Uwamahoro que vous avez bien voulu publier. Je lui suis gré d'avoir écrit aux révélations contenues dans l'éditorial en question de passer inaperçues. Cependant, notez que l'éditorial a été l'œuvre d'une équipe et non d'une seule personne. Nous avons eu le courage de faire des clins d'œil aux hauts responsables de cette République bananière du Burundi. C'est un combat de longue haleine et qui requiert l'engagement de tous les patriotes.

Avant Manassé, il n'y avait pas que Daniel KABUTO mais plutôt une foule de Burundais intègres et privés d'acquiescement et de justice sociale ; des Burundais qui souhaitent être jugés sur les actes et qui prennent la nation et l'histoire à témoin sur les traces de Louis RWAGASORE. Respectons le principe de la présomption d'innocence et encourageons les débats d'opinion passionnés, constructifs. Invitons sans cesse le sommet de l'Etat à communiquer mieux et plus fréquemment. Pour le moment, les Burundais attendons avec impatience la mise en musique de la politique de Tolérance Zéro (c'est à dire ne tolérer aucun cas de corruption ou de malversation financière de n'importe quel haut ou simple gestionnaire de la fortune publique) promise par le Président de la République. Il me paraît opportun de profiter de cette tribune pour rappeler encore aux dirigeants de notre pays à tous, que le Burundi ne va pas inventer la roue. Comme élu du peuple en tant que vice-président d'un conseil communal, je me dois de porter loin la voix de ceux qui m'ont fait confiance. Néanmoins, je reconnais qu'il a des praticiens et des garde-fous à mettre en place avant de s'attaquer aux praticiens de la fortune publique. Cela peut être rapide diriez-vous ! Pourvu que la volonté dans les discours au sommet de l'Etat soit vraiment un engagement et jamais une manœuvre dilatoire ! Ce qui serait une faute politique lourde de conséquences. Bien avant le Burundi et sa prise de conscience de cette gangrène qu'est la corruption, il y a eu en Italie l'opération manupolite (mains propres) dans les années 90. Une opération judiciaire a été alors lancée contre la corruption du monde politique et a abouti à la disparition des partis politiques comme la Démocratie Chrétienne (DC) et le Parti Socialiste Italien (PSI). Plus récemment au Cameroun, le président Paul BIYA a lancé l'opération Epervier depuis 2004. Beaucoup de dignitaires du régime croupissent maintenant en prison pour détournements des fonds publics. Tolérance zéro de la corruption au Burundi ? C'est encore du wait and see ! Mais le pouvoir doit enfin agir, bon gré mal gré. Daniel KABUTO, écrivain (pour le moment consultant en communication et Bonne Gouvernance auprès de USAID Burundi)